



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 30/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société TANNERIES ROUX

B.P 66
2 avenue Bruno Larat
26 100 Romans-sur-Isère

Référence : 20240524-RAP-DAEN0485

Code AIOT : 0006102695

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2023 dans l'établissement TANNERIES ROUX implanté B.P 66 2 avenue Bruno Larat 26100 Romans-sur-Isère. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le contexte de la découverte début 2023 d'une pollution aux PCB (polychlorobiphényles) par le gestionnaire de la station d'épuration des eaux usées de la commune de Romans-sur-Isère. Après différentes investigations sur les réseaux et analyses, il a été identifié en octobre 2023 la présence de PCB dans les effluents de la tannerie.

En conséquence, après avoir été informée de la situation fin octobre, l'inspection des installations classées a programmé une visite d'inspection portant sur l'identification de l'origine de la pollution sur ce site et les actions correctives nécessaires associées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TANNERIES ROUX
- B.P 66 2 avenue Bruno Larat 26100 Romans-sur-Isère
- Code AIOT : 0006102695
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non IED

Le site des Tanneries ROUX est autorisé par l'arrêté préfectoral n°2012047-0031 du 16/02/2012 pour l'exploitation d'une tannerie sur la commune de ROMANS. Après l'arrêt de sa rivière fin 2022, l'activité est recentrée sur les étapes en aval (notamment la teinture et la finition).

Les Tanneries ROUX existent depuis plus de 200 ans (créée en 1803). En 2012, la société a été rachetée par le groupe LVMH. Le site emploie environ 110 salariés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- origine de la pollution aux PCB dans les effluents industriels rejetés,
- actions correctives mises en œuvre et à venir vis-à-vis de cette pollution.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Cf. pages suivantes.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais
1	Origine de la pollution aux PCB Modalités de gestion des déchets	Code de l'environnement, articles L. 541-2, R. 543-5 et R. 543-20	Demande d'action corrective	1 mois
2	Gestion des suites de la pollution des effluents aux PCB	Code de l'environnement, article R.512-69 Arrêté préfectoral, article 2.1.1	Demande d'action corrective Prescriptions complémentaires	1 mois

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection réalisée le 17 novembre 2023 sur le site des Tanneries ROUX a permis de confirmer l'origine de la pollution aux PCB détectées dans les effluents industriels du site.

Elle a mis en évidence un usage irrégulier d'huiles usagées (déchet produit par une autre société), pour l'entretien d'équipements d'exploitation, ce qui est tout à fait contraire aux règles applicables en matière de gestion des déchets prévues par le code de l'environnement. Ce sont plus précisément des huiles usagées polluées aux PCB qui ont été à l'origine de cette pollution.

La visite et les échanges intervenus après la visite ont permis de suivre les actions correctives réalisées et programmées pour mettre un terme à cette pollution.

Dans le cadre de suites de la visite, il est notamment demandé la rédaction d'un rapport d'incident et proposé la prise d'un arrêté de prescriptions complémentaires afin d'encadrer les actions restant à réaliser pour traiter la pollution résiduelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine de la pollution aux PCB – Modalités de gestion des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, articles L. 541-2, R. 543-5 et R. 543-20
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'effluents pollués
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L.541-2 du code de l'environnement <i>"Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge."</i></p> <p>R. 543-5 du code de l'environnement Version en vigueur du 12 juillet 2011 au 01 janvier 2022 <i>"Les détenteurs doivent :</i> 1° <i>Soit remettre leurs huiles usagées aux ramasseurs agréés, conformément aux articles R. 543-6 et R. 543-7 ;</i> 2° <i>Soit assurer eux-mêmes le transport de leurs huiles usagées : (...)."</i></p>

Version en vigueur du 01 janvier 2022 au 01 janvier 2024

"I.-Toute collecte d'huiles usagées fait l'objet d'un bon d'enlèvement par la personne réalisant sa collecte qui le remet au détenteur de ces huiles. Ce bon d'enlèvement indique notamment la quantité et la qualité des huiles usagées collectées.

II.-Sur toute collecte d'huiles usagées, le collecteur-regroupeur procède contradictoirement au prélèvement de deux échantillons représentatifs avant tout mélange des huiles collectées. L'un de ces échantillons est conservé par le collecteur-regroupeur, l'autre est conservé, selon le cas, soit par le détenteur des huiles usagées, soit par leur collecteur jusqu'au traitement final du lot d'huiles usagées. Ces échantillons portent le numéro du bon d'enlèvement mentionné au I du présent article."

Pour information depuis le 01 janvier 2024

"I.-Toute collecte d'huiles usagées fait l'objet du bordereau mentionné à l'article R. 541-45. [Bordereau de suivi de déchet]

II.-Sur toute collecte d'huiles usagées, le collecteur-regroupeur procède contradictoirement au prélèvement de deux échantillons représentatifs avant tout mélange des huiles collectées. L'un de ces échantillons est conservé par le collecteur-regroupeur, l'autre est conservé, selon le cas, soit par le détenteur des huiles usagées, soit par leur collecteur jusqu'au traitement final du lot d'huiles usagées. Ces échantillons portent le numéro du bordereau mentionné au I du présent article."

R. 543-20 du code de l'environnement

"Il est interdit d'acquérir, détenir en vue de la vente ou céder à titre onéreux ou gratuit des PCB ou des appareils contenant des PCB."

R. 541-50 du code de l'environnement

« I.- Les personnes qui souhaitent exercer une activité de collecte ou de transport de déchets doivent déposer une déclaration auprès du préfet du département où se trouve leur siège social, s'il s'agit d'une personne morale, ou leur domicile, s'il s'agit d'une personne physique.

1° Dès lors qu'elles collectent ou transportent une quantité supérieure à 0,1 tonne par chargement de déchets dangereux définis à l'article R. 541-8 ; (...) »

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection les actions mises en œuvre pour rechercher l'origine de la présence de PCB dans les effluents industriels rejetés par l'établissement.

L'exploitant a été informé par téléphone le 16 octobre 2023 par Valence Romans Agglo (VRA), de la détection de PCB dans les effluents rejetés par l'établissement (analyses réalisées par VEOLIA, exploitant pour le compte de VRA de la station d'épuration de Romans-sur-Isère et qui a procédé à des analyses sur les réseaux en amont de la STEP).

Dès le lendemain, l'exploitant a mis en place différentes actions visant à détecter l'origine de cette pollution. La présence de PCB n'est pas attendue dans les effluents de l'établissement, cette situation était donc tout à fait anormale.

La possibilité d'une pollution ayant pour origine un ancien transformateur électrique a été écartée rapidement.

L'exploitant a indiqué avoir notamment mis en œuvre les actions suivantes de recherche :

- recherche bibliographique (finalisée le 17/10/2023),
- vérification des teneurs en chlorophénol dans les cuirs finis (finalisée le 17/10/2023),
- analyse des fiches techniques et des fiches de données de sécurité des produits détenus et utilisés sur le site (finalisée le 17/10/2023),
- sollicitation de l'avis d'un conseil extérieur, le Centre Technique du Cuir sur la problématique rencontrée (finalisée le 20/10/2023),
- analyse des PCB totaux sur différents prélèvements (résultats reçus 25/10/2023).

Les premières analyses ont été ciblées sur l'atelier de finissage. En effet, la recherche bibliographique a permis de mettre en évidence la présence de PCB dans les huiles hydrauliques usagées et l'exploitant avait identifié l'usage de ce type d'huile dans ce secteur.

L'origine a ainsi été confirmée le 25 octobre avec la réception des résultats des analyses, avec notamment les concentrations suivantes : 60 g/l dans les huiles, 0 164 g/l dans le rideau d'eau d'une ligne de pulvérisation et entre 2,7 et 10,2 µg/l au rejet usine (sur échantillons disponibles des rejets usines des 9, 11 et 16 octobre).

L'usage des huiles usagées a alors été immédiatement stoppé.

L'exploitant a précisé que des huiles usagées étaient utilisées chaque fin de semaine au niveau de l'atelier de finissage, dans le cadre de l'entretien des lignes de pulvérisation (cabines). L'atelier dispose de trois cabines, les deux principales sont nettoyées tous les 15 jours (une par semaine en alternance), la troisième est nettoyée selon usage en moyenne toutes les 3 semaines.

Après chaque nettoyage d'une cabine, une couche d'huile est appliquée à l'intérieur de la cabine sur les parties métalliques sur lesquelles le produit de finissage des peaux peut être pulvérisé ou s'écouler (au-delà de ce qui est appliqué sur le cuir), afin de faciliter le prochain nettoyage. Une graisse est également utilisée en complément (mélange classé non dangereux selon la fiche de données de sécurité présentée).

Cette pratique serait ancienne et n'a pas été remise en cause avant cet événement bien qu'il s'agisse d'huiles usagées (= déchet dangereux). L'exploitant n'avait pas conscience que ces huiles pouvaient contenir des PCB.

L'exploitant a communiqué le nom du « fournisseur » de ces huiles usagées. Il s'agit d'une société basée à Romans-sur-Isère spécialisée dans la maintenance de matériels hydrauliques et pneumatiques. Selon les précisions apportées, c'est une personne des Tanneries ROUX qui prenait contact avec la société et qui venait chercher à une fréquence de l'ordre d'une fois par an un IBC d'huiles usagées (lorsque le précédent était terminé).

En dehors de la récupération de ces huiles usagées, l'exploitant avait une relation commerciale avec cette société, pour la fourniture de produits (huiles neuves par exemple).

L'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter des informations précises sur l'ancienneté de cet usage, ni aucun élément permettant de l'établir. « L'arrangement » aurait été mis en place de manière orale et l'exploitant indique ne disposer d'aucune traçabilité des échanges historiques intervenus.

L'ordre de grandeur exposé à l'inspection des installations classées de la durée des cessions avec cette société est de 10 ans, mais cette estimation apparaît approximative. Les personnes interrogées sont le directeur du site et la coordonnatrice HSE, arrivés dans la société depuis peu et qui n'étaient pas en mesure d'apporter des informations précises le jour de l'inspection. Les informations communiquées après l'inspection sur ce sujet sont restées très limitées : utilisation de cette huile « depuis plusieurs années ».

L'exploitant a communiqué après la visite la fiche de données de sécurité du nouveau produit qui est désormais utilisé pour l'entretien des cabines de pulvérisation l'atelier de finissage (pas d'observation sur ce produit).

La suite des actions correctives visant traiter la pollution est présentée dans la fiche de constat suivante.

D'après les informations communiquées après la visite, l'IBC avec les huiles usagées polluées aux PCB a été retourné au producteur du déchet le 3 novembre 2011, pour élimination par ce dernier en tant que producteur du déchet.

Concernant le statut de déchet dangereux des huiles usagées, il est apporté les précisions suivantes par l'inspection :

La classification des déchets est définie par le code de l'environnement, notamment aux articles R. 541-7 et R. 541-8. Il est établi une liste unique de déchets avec des codes. Les déchets dangereux sont signalés sur cette liste par un astérisque.

D'après la liste de codification des déchets établie en annexe à l'article R. 541-8, **toutes les huiles usagées sont des déchets dangereux**. On peut noter par exemple les codes suivants :

- 13 01 01* : huiles hydrauliques contenant des PCB,

- 13 01 10* : huiles hydrauliques non chlorées à base minérale
- 13 01 11* : huiles hydrauliques synthétiques,
- 13 01 12* : huiles hydrauliques facilement biodégradables,
- 13 02 06* : huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification synthétiques,
- 13 02 07* : huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification facilement biodégradables.

Comme évoqué ci-avant, l'acquisition d'un déchet est contraire aux dispositions prévues par le code de l'environnement, les déchets ne pouvant être remis qu'à un tiers autorisé pour en assurer la gestion / élimination. Un déchet ne peut être utilisé comme un produit à partir du moment où son statut de déchet n'est pas levé. Dans le cas présent, il s'agissait d'un déchet dangereux et pour ce qui concerne les huiles usagées contenues dans le dernier IBC utilisé en 2023, d'un déchet dangereux contenant des polluants organiques persistants (les PCB sont des « POP »).

Non-conformité n°1 : L'exploitant a acquis et utilisé des déchets dangereux depuis plusieurs années pour un usage d'entretien d'installations de son établissement, ce qui apparaît complètement contraire aux dispositions prévues par le code de l'environnement pour ce qui concerne la gestion des déchets, notamment par les articles L. 541-2 et R. 543-5 du code de l'environnement. Les huiles usagées récupérées en 2023 contenaient de plus des PCB, l'acquisition était ainsi également contraire aux dispositions prévues par l'article R. 543-20 du code de l'environnement.

Par ailleurs, l'activité de transport / collecte de déchets dangereux à partir de 100 kg relève d'une déclaration en préfecture et ce transport ne peut être réalisé que vers des installations de « traitement » conformes à la législation ICPE.

Non-conformité n°2 : L'exploitant a réalisé des opérations de transport de déchets dangereux en quantité supérieure à 100 kg, pour son « approvisionnement » en huiles usagées dans un IBC (capacité 1 000 l), sans avoir déclaré cette activité en préfecture, ce qui est contraire aux dispositions prévues par l'article R. 541-50 du code de l'environnement.

La gestion irrégulière de déchets dangereux en lien avec l'usage des huiles usagées ayant été immédiatement arrêtée dès sa mise en évidence, l'inspection considère qu'il n'apparaît pas nécessaire de proposer la mise en œuvre de suite administrative de type mise en demeure.

Demande : L'exploitant communique sous un mois le résultat de ses investigations menées pour identifier les dysfonctionnements dans son suivi des conditions d'exploitation de ses installations l'ayant conduit à utiliser un déchet dangereux pendant plusieurs années sans questionnement sur cet usage. Il s'assure qu'aucun autre déchet n'est utilisé sur son site, qu'il soit ou non généré sur le site de ses installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Gestion des suites de la pollution des effluents aux PCB

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-69 et arrêté préfectoral, article 2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des actions correctives

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral n°2012047-0031 du 16/02/2012 - Chapitre 2.1 Exploitation des installations

Article 2.1.1 Objectifs généraux

« L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;

- *prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments. »*

R.512-69 du code de l'environnement

"L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées."

Constats :

Au-delà des écarts relevés dans la précédente fiche de constat concernant l'usage par l'exploitant d'un déchet dangereux sur ses installations, la conséquence de cet usage a été de générer une pollution des effluents industriels rejetés par l'établissement aux PCB (polychlorobiphényles).

Cette pollution s'est produite à minima sur l'année 2023 depuis la réception du dernier IBC d'huiles usagées qui s'est avéré très significativement pollué aux PCB (60 g/l pour mémoire), cette date n'étant toutefois pas identifiée (début d'année selon l'exploitant).

Aucun élément n'a permis de savoir si une pollution aux PCB a pu de la même manière survenir au cours des années précédentes et si oui, d'avoir une idée de son importance. Cette hypothèse ne peut néanmoins pas être écartée, de part la nature des huiles usagées récupérées (pas d'information non plus sur ce point par le producteur de ce déchet qui a également contrevenu aux dispositions prévues par le code de l'environnement sur la gestion de ses déchets).

Non-conformité n°3 : L'exploitant n'a pas pris toutes les dispositions nécessaires dans le cadre de l'entretien et l'exploitation de ses installations pour prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement, contrairement aux dispositions prévues par l'article 2.1.1 de son arrêté préfectoral du 16 février 2012.

L'inspection des installations classées considère que cette pollution mise en évidence est un accident/incident survenu du fait du fonctionnement des installations des Tanneries ROUX qui a été de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. L'importance de cet événement ne peut pas être évaluée dans la mesure où la quantité de PCB rejetée n'a à ce stade pas été déterminée. Une estimation des conséquences économiques est également à réaliser pour permettre d'envisager une cotation de cet événement.

Demande n°2 : L'exploitant transmet sous 1 mois un premier rapport d'incident conformément aux dispositions prévues par l'article R. 512-69 du code de l'environnement. Les mises à jour de ce rapport seront le cas échéant également transmises à l'inspection.

L'exploitant a mis en place différentes actions, après avoir identifié l'origine de la pollution aux PCB et retiré la source de celle-ci, pour traiter les sources secondaires à l'origine de la poursuite des rejets d'effluents pollués aux PCB.

En effet, l'arrêt de l'usage d'huiles usagées polluées aux PCB n'a pas entraîné un arrêt de la pollution, dans la mesure où les installations du site ont elles-mêmes été polluées (réseaux internes, capacités intermédiaires, etc.).

L'inspection a été informée après la visite de la mise en œuvre de différentes actions. Lors de la visite du 17 novembre 2023, l'inspection avait par ailleurs demandé à l'exploitant de procéder à des analyses au niveau des différents points de son réseau susceptibles d'avoir été pollués (dans les boues et dans les effluents), afin de compléter son programme d'actions correctives en tant que de besoin.

L'exploitant a depuis le début de l'événement mis en place une surveillance des PCB dans ses rejets (point avant rejet), afin de s'assurer de l'efficacité de ses actions (en lien avec une demande de l'inspection sur la liste des PCB à analyser). L'inspection des installations classées a demandé à ce que ces analyses soient maintenues tant que des PCB sont détectées dans les effluents (selon le seuil de détection).

Les premières opérations de pompage ont conduit l'exploitant à prélever l'équivalent de 22 IBC (de 1 000 litres) d'eaux souillées aux PCB (le premier mois). Après analyses, la concentration dans ces eaux étant inférieure à 50 ppm, elles ont pu être éliminées dans une filière de traitement des déchets dangereux non spécifique aux PCB. Les eaux souillées ont été prises en charge par la société CHIMIREC-SOCODELI.

Les concentrations les plus importantes mesurées avant rejet ont été de 10 µg/l (somme des PCB). Fin novembre, le niveau de concentration restait 1 à 2 µg/l malgré les premières opérations de curage réalisées. La limite de quantification des PCB est de 0,005 µg/l.

L'exploitant a par la suite réalisé différents curages complémentaires. Le suivi réalisé sur le premier semestre 2024 a mis en évidence une baisse plus significative des concentrations, avec une concentration désormais inférieure à 0,09 µg/l en sortie de site.

L'exploitant n'avait pas pris la décision de curer les installations de sa station d'épuration (STEP) interne à la suite de cet événement (action identifiée, mais suspendue aux résultats des premières actions), considérant que les principales sources de pollutions résiduelles étaient situées en amont et que cette opération nécessitait un arrêt d'exploitation significatif.

Considérant l'existence d'une pollution résiduelle, bien que le niveau de pollution ait significativement baissé et soit finalement arrivé à un niveau qui a été accepté par le gestionnaire du réseau des eaux usées de la commune, **il est demandé à l'exploitant de programmer le curage des installations de sa STEP interne** lors du prochain arrêt estival. Une échéance de 3 mois est proposée à cet effet.

Par courrier du 15 janvier 2024, la direction de l'assainissement de VRA a globalement pris acte des efforts réalisés et des actions mises en œuvre pour identifier et traiter la pollution. La baisse des concentrations constatée par des prélèvements réalisés par la société VEOLIA fin novembre, comparativement aux prélèvements qui avaient été effectués fin septembre, a conduit VRA à maintenir son autorisation de rejet des effluents de l'établissement.

Des nouvelles analyses ont également été réalisées dans les boues de la STEP de Romans-sur-Isère, avec un niveau de concentration inférieure au seuil de conformité (la pollution avait été révélée par des non-conformités sur ce paramètre).

Il est à noter que s'il n'est pas possible de définir précisément le niveau de contribution des Tanneries ROUX sur la pollution aux PCB détectée au niveau de la STEP de Romans-sur-Isère, la pollution détectée sur les effluents industriels de la tannerie a montré que ce site a nécessairement été un contributeur pendant toute la période où les huiles usagées polluées aux PCB ont été utilisées (de début 2023 à mi-octobre globalement).

De manière à réaliser un suivi des actions réalisées et restant à venir, **il est proposé la prise d'un arrêté de prescriptions complémentaires** encadrant les actions de suivi de la pollution aux PCB dans les effluents industriels du site.

Les prescriptions proposées visent à :

- identifier l'ensemble des parties des installations du site susceptibles d'avoir été polluées aux PCB en précisant les actions correctives mises en œuvre et/ou programmées pour d'une part définir le niveau de pollution (prélèvements dans les boues et/ou les effluents par exemple) et d'autre part traiter cette pollution,

- maintenir une autosurveillance sur les rejets en PCB (PCB totaux) au point de rejet des eaux industriels à une fréquence hebdomadaire tant que les concentrations restent supérieures à 0,3 µg/l et mensuelle tant que les résultats sont supérieurs aux seuils de détection (0,005 µg/l), sur au moins 3 prélèvements consécutifs. La surveillance est à minima maintenue sur l'ensemble de l'année 2024,
- réaliser un bilan périodique de cette autosurveillance et le transmettre à l'inspection des installations classées tous les 2 mois, en ajustant en tant que de besoin le programme d'actions correctives visant à supprimer la pollution résiduelle aux PCB,
- tenir à la disposition de l'inspection l'ensemble des justificatifs relatifs aux évacuations des déchets réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois